

Format pour la révision périodique des Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne (ASPIM)

La Liste des ASPIM a été établie en 2001 (Déclaration de Monaco) en vue de promouvoir la coopération en matière de gestion et de conservation des aires naturelles et de protection des espèces menacées et de leurs habitats. En outre, les aires inscrites sur la Liste des ASPIM sont destinées à avoir une valeur d'exemple et de modèle pour la protection du patrimoine naturel de la région.

Lors de leur 15^{ème} CdP (Almeria, Espagne, janvier 2008), les Parties contractantes ont adopté la Procédure pour la révision des aires inscrites sur la Liste des ASPIM et ont demandé au SPA/RAC d'appliquer la procédure adoptée

La procédure a donc pour but d'évaluer les sites ASPIM afin d'examiner s'ils satisfont les critères énoncés par le [Protocole ASP/DB](#). Une révision ordinaire des ASPIM devrait donc avoir lieu tous les 6 ans, à partir de la date d'inscription du site sur la liste des ASPIM.

Nom de l'ASPIM :	<i>Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio</i>
-------------------------	---

SECTION I : CRITERES QUI SONT OBLIGATOIRES POUR L'INSCRIPTION D'UNE AIRE SUR LA LISTE DES ASPIM

1. VALEUR MÉDITERRANÉENNE DE L'ASPIM

	Note
1.1. L'ASPIM remplit toujours au moins un des critères relatifs à la valeur régionale méditerranéenne tels que présentés dans l'Annexe I au Protocole ASP/DB. Échelle d'évaluation : 0 = Non, 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio maintient les critères liés à son intérêt méditerranéen évoqués lors de son inscription sur la liste des ASPIM en novembre 2009. La conservation des habitats et des espèces est actée par le décret de création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio du 23 septembre 1999 dont le gestionnaire (le service Espaces Protégés de l'Office de l'Environnement de la Corse) est le garant.</i>	

	Note
<p>1.2. Niveau des changements indésirables survenus pendant la période d'évaluation pour les habitats et les espèces considérés comme caractéristiques naturelles dans le rapport de présentation de l'ASPIM soumis lors de l'inscription de l'aire sur la Liste des ASPIM.</p> <p>Échelle d'évaluation : 3 = Non 2 = Seulement quelques-uns 1 = Oui pour la plupart d'entre eux 0 = Oui pour l'ensemble des objectifs</p> <p>PROBLEMES DE TRADUCTION concernant la notation</p>	2
<p>Justification de la note : <i>L'identification des pressions de mouillage des grandes unités de la plaisance et l'accélération des effets du changement climatique et des espèces invasives ont constitué des sources d'inquiétudes pour le gestionnaire depuis 2015 mais ne constituent pas de changements indésirables notoires (par ex : prise des arrêtés d'interdiction des ancrages des bateaux d'une taille supérieure à 24 m dans les herbiers, partenariat dans le programme INTERREG MED MPA ADAPT, limitation des ancrages sur les sites de plongée pour protéger les biocénoses du coralligène)</i></p>	

	Note
<p>1.3. Est-ce que les objectifs, énoncés dans la demande initiale pour la désignation de l'ASPIM, sont poursuivis activement ?</p> <p>Échelle d'évaluation : 0 = Non 1 = Seulement quelques-uns 2 = Oui pour la plupart d'entre eux 3 = Oui pour l'ensemble des objectifs</p>	3
<p>Justification de la note : <i>L'ensemble des critères énoncés dans la demande initiale caractéristiques des ASPIMs sont poursuivis et renforcés depuis 2015 par l'adaptation de la gestion de l'AMP dans le contexte des évolutions institutionnelles, politiques et socio-économiques de la région, pour assurer la conservation des habitats et des espèces. La protection de la ressource halieutique avec l'arrêté R 20-2018-03-02-001 limitant la pêche récréative des impacts croissants des évolutions technologiques de la pêche récréative est importante pour la conservation des populations de mérus. De même la prise en compte particulière dans nos suivis scientifiques halieutiques des Chondrichthyens et les efforts réalisés par les pêcheurs artisans (informations et relâchés des espèces dans le milieu) contribuent à une meilleure conservation des espèces identifiées dans le format annoté de 2009 (FA 3.4.2)</i></p>	

2. DISPOSITIONS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES

	Note
<p>2.1. Le statut juridique de l'ASPIM (en référence à son statut juridique à la date du rapport d'évaluation précédent).</p>	2

Échelle d'évaluation : 0 = Changement négatif important dans le statut juridique de l'ASPIM 1 = Changement négatif léger dans le statut juridique de l'ASPIM 2 = L'ASPIM a maintenu ou amélioré son statut juridique	
Justification de la note : <i>Le statut de protection légale de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio a été maintenu avec le décret du 23 septembre 1999, auquel viennent s'ajouter des arrêtés préfectoraux permettant de renforcer le niveau de protection dans certaines zones de l'aire marine protégée soumises à des pressions anthropiques croissantes nouvelles comme la grande plaisance et le tourisme halieutique.</i>	

	Note
2.2. Les compétences et les responsabilités sont-elles clairement définies dans les textes régissant l'aire ? Échelle d'évaluation : 0 = Les compétences et les responsabilités ne sont pas clairement définies 1 = La définition des compétences et des responsabilités a besoin d'une légère amélioration 2 = L'ASPIM a clairement défini les compétences et les responsabilités	2
Justification de la note : <i>Le décret de création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio s'appuie sur ces dispositions de droit commun pour considérer la conservation des valeurs naturelles comme un objectif primordial. Il a notamment pour fondements les directives européennes « Oiseaux » (1979) et « Habitats naturels » (1992), cette dernière considérant que « la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, y compris la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, constituent un objectif essentiel, d'intérêt général ». Les réserves naturelles sont des espaces protégés terrestres ou marins dont le patrimoine naturel est exceptionnel sur le plan de la biodiversité régit par une protection réglementaire dans le droit français. Les dispositions du Code de l'environnement français, et plus précisément les articles L.332-1 et L.332-2, définissent les critères à retenir pour créer une réserve naturelle. Les compétences et les responsabilités sont clairement définies au niveau de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio par son décret de création en date du 23 septembre 1999, qui assoit clairement la responsabilité du gestionnaire l'OEC et celles du Préfet de Corse et du Préfet Maritime de Méditerranée dans la mise en œuvre des dispositions prévues par le décret. Les catégories I, III et IV d'espaces protégés de l'IUCN peuvent être attribués à différentes zones de la RNBB (Zones de non prélèvement, Zones de protection renforcée et Périmètre général).</i>	

	Note
2.3. Est-ce que l'aire a un organe de gestion, disposant de pouvoirs suffisants ? (N'est pas applicable aux ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer)) Échelle d'évaluation : 0 = Pas d'organe de gestion, ou l'organe de gestion n'est pas doté de pouvoirs	2

suffisants 1 = L'organe de gestion n'est pas entièrement dédié à l'ASPIM 2 = L'ASPIM a un organe de gestion entièrement dédié et des pouvoirs suffisants pour mettre en œuvre les mesures de conservation	
<p>Justification de la note :</p> <p><i>Les compétences et les responsabilités sont clairement définies au niveau de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio par son décret de création en date du 23 septembre 1999, qui assoit clairement la responsabilité du gestionnaire l'OEC et celles du Préfet de Corse et du Préfet Maritime de Méditerranée dans la mise en œuvre des dispositions prévues par le décret. Le Président du Conseil exécutif de la Collectivité de Corse institue un Comité Consultatif et un Conseil Scientifique qui se prononcent notamment sur les mesures de gestion de la réserve naturelle et prévoit la nomination d'un organe de gestion par voie de convention. L'Office de l'Environnement de la Corse, sous tutelle de la Collectivité de Corse, a été nommé gestionnaire de la réserve et dispose d'un corps de gardes commissionnés pour exercer les pouvoirs de police de la nature découlant de ce décret. En Corse, la loi du 27 Février 2002 relative à la Démocratie de Proximité, la loi sur la Corse du 22 Janvier 2002 et le décret d'application n° 2005-491 en date du 18 Mai 2005 fixent les dispositions en matière de création et de gestion de réserves naturelles. Chaque réserve naturelle est confiée par convention à un gestionnaire ayant pour mission d'y faire appliquer la réglementation et d'y assurer l'entretien, voire la restauration du patrimoine naturel. Ce gestionnaire intervient selon un plan de gestion validé et régulièrement contrôlé par un comité consultatif composés d'élus, de représentants des administrations, des collectivités locales et des usagers (associations et socio professionnels). Ce comité, assisté parfois d'un conseil scientifique, donne son avis lorsque des aménagements ou des travaux sont prévus sur le périmètre du territoire classé.</i></p> <p><i>Les comités consultatifs et le conseil scientifique de la RNBB ont été renouvelés en mars 2019 par le Président du Conseil Exécutif de Corse.</i></p> <p><i>Depuis sa création en 1999, la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose du même organe de gestion, l'Office de l'Environnement de la Corse, qui lui confère une stabilité et une expérience importantes par rapport à d'autres aires marines protégées méditerranéennes (Cf 3.4 moyens mis à disposition par l'OEC pour la gestion de la RNBB).</i></p>	

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
<p>2.3. Est-ce que l'aire a des organes de gouvernance conformes avec la demande initiale d'inscription sur la Liste des ASPIM ?</p> <p>Échelle d'évaluation :</p> <p>0 = Pas d'organes de gouvernance 1 = Seuls quelques organes de gouvernance sont en place 2 = Les organes de gouvernance sont en place, mais ils ne fonctionnent pas de manière régulière (p. ex. : pas de réunions ou de travaux réguliers) 3 = L'ASPIM dispose d'organes de gouvernance qui y sont entièrement dédiés et de pouvoirs suffisants pour relever les défis de conservation</p>	<p>sa</p>
<p>Justification de la note :</p>	

3. LA GESTION ET DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES

	Note
<p>3.1. Est-ce que l'ASPIM a un plan de gestion ?</p> <p>Échelle d'évaluation :</p> <p>0 = Pas de plan de gestion</p> <p>1 = Le niveau de mise en œuvre du plan de gestion est évalué comme "insuffisant"</p> <p>2 = Le plan de gestion n'est pas officiellement adopté, mais sa mise en œuvre est évaluée comme "adéquate"</p> <p>3 = Le plan de gestion est officiellement adopté et mis en œuvre de manière adéquate</p>	3
<p><i>Justification de la note :</i></p> <p><i>Le plan de gestion de la RNBB (PGRNBB) a été officiellement adopté en 2008 à l'unanimité par l'Assemblée de Corse. Pour le plan de gestion 2021-2030, il est adopté le principe d'une évaluation pour chaque opération, à formuler si possible par un ou des produits attendus (services ou/et biens matériels), cibler les bénéficiaires (éléments cibles de la nature, de la société, l'économie, la gouvernance) de celle-ci et définir les indicateurs de résultats pour évaluer l'effet direct (de l'opération sur les cibles et leur bien-être). La structuration tabulaire du PGRNBB se poursuit en y intégrant si possible une chaîne réalisations-résultats. Ce processus d'évaluation est réalisé avec l'appui du Conseil Scientifique de la réserve naturelle.</i></p> <p><i>Le gestionnaire a proposé en 2018 à son comité consultatif et au conseil scientifique de mettre en place un plan de gestion sur 10 ans. Ce futur document de planification de la PGRNBB doit être évaluable à partir d'indicateurs dotés de seuils et poids, et s'appliquant aussi aux opérations planifiées dès son élaboration.</i></p> <p><i>Ce document correspondant à un plan de gestion décennale (l'évaluation se fera chemin faisant année 5, et ex post après l'année 10).</i></p> <p><i>Le PGRNBB sera un ouvrage synthétique de 150 pages environ avec une prise en compte d'une arborescence en 5 niveaux, décomposant 2 à 4 enjeux. L'intégration de la chaîne réalisation-résultats d'opération en lien avec les cibles bénéficiaires au moment de sa création (des indicateurs par opération). Pour bien dimensionner le plan de gestion 2021-2030, il convient de prendre en compte une contrainte méthodologique dans la restructuration d'un document à l'autre avec des objectifs à long terme qui ne devraient pas varier d'un plan au suivant puisqu'ils visent un état de référence idéal.</i></p> <p><i>Les éléments du diagnostic territorial sont déjà fournis dans le plan de gestion de base de 2008 et nécessiteront quelques réactualisations avec les données obtenues depuis une douzaine d'années.</i></p> <p><i>Pour le plan de gestion 2021-2030, les enjeux (3), objectifs à long terme (11), objectifs opérationnels 48, les opérations (159) et les facteurs clés de réussite (5 facteurs de réussite, 15 leviers d'actions et 65 intentions d'actions) ont été présentés en octobre 2019 au conseil scientifique et en comité consultatif en février 2020. Des légères modifications impactant moins de 5 % des opérations seront sans doute réalisées avant sa présentation finale prévue en fin d'année 2021 à l'issue de la crise sanitaire qui ne permet pas de réunir physiquement les instances nécessaires à une bonne appréciation d'un tel document de gestion. La</i></p>	

situation sanitaire du COVID 19 n'a pas permis de tenir les instances suivantes en présentiel afin de valider le processus de finalisation du plan de gestion. L'ensemble des objectifs à long terme s'inscrivent logiquement dans la continuité des objectifs du plan de 2008. Cependant, ces derniers sont intégrés dans une démarche caractérisant trois enjeux qui prennent en considération les conditions requises à l'article 7 du protocole et de la section 8.2.3 du FA de l'ASPIM : La biodiversité marine, insulaire et littorale ; les usages durables ; I Bucchi di Bunifaziu. 130 opérations sur 159 sont directement reliées à la partie marine de la RNBB.

	Note
<p>3.2. Évaluer la pertinence du plan de gestion en tenant compte des objectifs de l'ASPIM et les exigences énoncées dans l'Article 7 du Protocole ASP/DB et la Section 8.2.3 du Format annoté (FA¹).</p> <p>Échelle d'évaluation : 0 = Très faible/Insuffisante 1 = Faible 2 = Adéquate 3 = Excellente</p>	3
<p>Justification de la note :</p> <p><i>Le nouveau plan de gestion en cours de rédaction finale répond aux exigences énoncées dans l'Article 7 du Protocole ASP/DB et la Section 8.2.3 du Format annoté.</i></p> <p><i>Dans l'enjeu biodiversité, l'évaluation de la responsabilité de la RNBB pour la conservation de la nature sera à replacer dans le contexte de l'urgence climatique et écologique globale mais aussi de sa position géographique très importante en Méditerranée occidentale. Les pressions anthropiques directes sont également plus fortes sur le patrimoine naturel de la RNBB avec la pression de la plaisance sur les herbiers à Posidonia oceanica et le développement exponentiel de la pêche récréative attirée par le succès d'une trentaine d'années de protection et d'effet réserve largement démontrés et valorisés. La question de l'hyper fréquentation des îles et des zones d'attractions touristiques se pose en 2021 avec acuité même si la situation sanitaire (COVID) permet de montrer des baisses de fréquentation depuis le printemps 2020.</i></p> <p><i>La question de la préservation des écosystèmes, des pressions et menaces sur la biodiversité, constitue une priorité pour le gestionnaire pour les 5 prochaines années. Certaines opérations ont déjà été partiellement réalisées depuis l'an dernier comme l'interdiction de l'ancrage des bateaux d'une taille supérieure à 24 m dans les herbiers, la mise en place d'une ZMEL expérimentale, la réduction de l'ancrage autour de l'île Lavezzi et depuis quelques mois avec le projet RENFORC, les transplantations expérimentales de posidonies sur le site de Balistra. Les suivis scientifiques permettant l'identification des zones sensibles impactées par l'ancrage des navires de moins de 24 m sera important pour permettre l'adaptation des mesures à prendre et atteindre l'objectif opérationnel ambitieux d'arrêter en 2024 les dégradations par l'effet du mouillage sur le coralligène, les herbiers de Posidonie et de Cymodocés sur l'ensemble de la RNBB.</i></p>	

1 Format annoté pour les rapports de présentation des aires proposées pour inscription sur la Liste des ASPIM

Le gestionnaire doit être un relais conseil auprès des communes quand les dépôts massifs de feuilles sont constatés sur les plages très fréquentées et inhabituellement recouvertes de banquettes épaisses. Il poursuivra également les aménagements sous-marins des sites de plongée exploités par les Clubs de plongée.

38 opérations de suivis scientifiques et d'opérations de gestion devraient permettre d'assurer la conservation de l'avifaune et la faune et de la flore sous-marine, terrestre et insulaire, une veille concernant les pollutions marines, réduire les pollutions sonores, lumineuses et les dérangements, localiser les pollutions plastiques et mettre en place une veille concernant les espèces invasives sous-marines déjà initiée pour l'ichtyofaune dans le cadre du suivi de la petite pêche côtière. Dans le domaine des oiseaux marins, le pôle de suivis scientifiques prend en charge depuis 2020 les suivis scientifiques des colonies d'oiseaux marins pour l'ensemble des îles de la Corse. L'adaptation de la RNBB au changement climatique permettra de mettre en œuvre les opérations de suivis scientifiques du projet MPA ADAPT et poursuivre la mise à disposition dans les projets des réseaux de connaissance (T-MEDNET) et de gestion des AMPs comme MEDPAN.

La poursuite des inventaires est à encourager (à l'instar de la mission MNHN/OFB/OEC-CDC d'octobre 2020 : la planète revisitée et en collaboration avec les scientifiques spécialistes des groupes ciblés) dans les grottes sous-marines, les lagunes mais aussi pour certains espèces comme les cystoseires et autres algues terrestres et marines, ce qui améliorera la connaissance de la biodiversité de cet ASPIM.

L'enjeu usages durables a trait au maintien de la ressource halieutique et de la petite pêche côtière artisanale (historique pour la RNBB). Il représente un exemple intéressant pour la Méditerranée d'une relation ancienne entre les pêcheurs artisans et les gestionnaires, relation qu'il convient d'entretenir en poursuivant l'effort de connaissance et les productions des pêches maritimes par un suivi scientifique embarqué de la petite pêche côtière selon les protocoles d'échantillonnages aujourd'hui standardisés sous la responsabilité du pôle de suivi scientifique du service Espaces Protégés et cela à l'échelle de la Corse. Les projets européens DACOR, le partenariat DCF pour les remontées de données halieutiques à l'échelle de l'UE et les autres projets de modélisations halieutiques en partenariat avec les universitaires permettent de mieux apprécier l'effet réserve et mieux défendre les pêcheurs artisans. Le rôle des AMP est ainsi reconnu à l'échelle des institutions en charge des politiques halieutiques de la France, de l'UE et de la Méditerranée (CGPM et MEDPAN).

Intégrer l'homme et sa culture au centre de la gestion de la RN demeure une préoccupation majeure pour le gestionnaire, y compris pour la pêche récréative locale que nous devons préserver des menaces de l'augmentation de la pression de pêche touristique insoutenable pour l'avenir compte tenu des moyens modernes de localisation et des techniques de pêche mises en œuvre.

La gestion partagée de la ressource, la vie d'un conseil halieutique de la RNBB et la valorisation des résultats obtenus ne peuvent être crédibles sans l'atteinte obligatoire de l'objectif prioritaire consistant à assurer le respect de la réglementation de la pêche maritime de la RNBB. Cette démarche devra également s'appuyer sur des données fiables collectées in situ assurant le maintien d'un bon état écologique de la ressource halieutique. Il convient également de rester vigilant en évitant le parasitage d'associations locales par des organisations nationales ou internationales ne souhaitant pas de réglementations de la pêche récréative dans la RNBB et favorisant les attaques en justice de nos mesures (CF décision de la CAA de Marseille du 23 04 2021).

Le patrimoine culturel et historique méditerranéen est également à préserver et notre AMP tentera de faire vivre un conseil toponymique. Elle soutiendra également les études archéologiques sous-marines dans les sites d'intérêt historiques.

Le gestionnaire associera les activités de pleine nature respectueuses de l'environnement à la gestion par la création d'un label de qualité de la visite des îles Lavezzi et des visites sous-marines en plongée et en PMT pour les orienter vers un tourisme durable. Notre implication dans le projet européen DESTIMED + et la mise en place de produits écolabellisés constituent une bonne base pour la prochaine décennie.

Cependant, nous devons limiter l'impact du tourisme littoral et définir clairement un quota de ZMEL avec des systèmes écoconçus permettant de fixer le nombre de bateaux maximum (grandes et petites unités) dans la RNBB. Il faudra également initier une remise en état avant 2024 du trait de côte dégradé de la RNBB depuis 1999 et concerter la gestion des AOT pour les paillotes avec les élus des mairies du sud de la Corse et des socio professionnels pour mettre en œuvre les préconisations du comité consultatif édictées et votées majoritairement depuis 2019.

L'information et la sensibilisation du public doivent être accentuées et adaptées aux outils modernes de communication pour encadrer la réalisation des opérations 2021-2030. Les panneaux d'informations viennent d'être tous changés sur tous les sites littoraux et insulaires avec la nouvelle charte graphique des réserves naturelles de Corse.

La création d'un centre d'accueil des publics dédié à la RNBB à Montlaur (Bunifaziu) et d'un centre d'éducation à l'environnement à la base technique UAC de la Rundinara constituent un objectif important à atteindre le plus rapidement possible et en tout état de cause au cours de la prochaine décennie. La RNBB est actuellement un site dotée d'une aire marine éducative avec les scolaires de la région.

L'enjeu Bucchi di Bunifaziu est majeur en termes de protection qui intéresse autant la Corse que la Sardaigne.

Impulsée au départ par des considérations écologiques et scientifiques, à partir des îles Lavezzi et de l'archipel de la Maddalena, cette question n'a cessé, progressivement, de prendre de l'ampleur. Ainsi, après plusieurs actions associatives relayées par l'Assemblée de Corse et le Consiglio Regionale di Sardegna, la reconnaissance officielle des menaces qui pèsent sur ces côtes du fait du passage par le détroit de Bunifaziu de bateaux particulièrement polluants, s'est concrétisée par un statut de zone maritime particulièrement vulnérable (ZMPV), assorti d'une première réglementation commune des accès maritimes. De même, l'idée du parc international marin constitué sur les bases établies par les périmètres de la réserve des Lavezzi d'une part, et du parco nazionale della Maddalena d'autre part, offre un modèle potentiellement fédérateur aux nombreuses aires protégées de cette région.

Une telle dynamique mérite d'être amplifiée, et ce tant en termes de périmètres que de moyens de gouvernance. Aussi, fort de ce constat positif sur le résultat atteint, et conscient des difficultés à définir une politique commune dans le cadre du GECT du Parc Marin International des Bouches de Bonifacio, le Conseil Permanent corso sarde (Assemblée de Corse et Conseil Régional de la Sardaigne) a émis une résolution conjointe en faveur d'une stratégie « strategia di l'isuli par a diffesa di i buchi » qui s'étend sur un périmètre élargi en adéquation avec les enjeux écologique de la zone transfrontalière, englobant le Parc National de l'Asinara, Tavolara et l'AMP de Santa Teresa.

Par conséquent, une délibération a été proposée puis adoptée à l'unanimité des groupes politiques du Consigliu permanentu en juillet 2018. Celle-ci a vocation à initier une démarche de coopération corso-sarde, visant à renforcer la protection des Bouches de Bonifacio, en élargissant significativement le périmètre d'action, en se dotant d'objectifs communs avec une stratégie pour y aboutir, et en revendiquant de véritables capacités d'action.

En ce qui concerne le mode de gouvernance de ces politiques de coopération, une réflexion sur la création d'une réserve de biosphère transfrontalière (MAB) a été ouverte.

Cet acte revêt une dimension politique forte car il envoie le signal d'un volonté conjointe des deux îles, qui s'inscrit dans un cadre européen fédérateur, visant à être en capacité d'anticiper les évolutions pour mieux gérer un espace qui leur est commun.

*Dans le plan de gestion de la RNBB pour la prochaine décennie, cette stratégie commune adoptée par l'Assemblea di Corsica et le Cunsigliu Regionale della Sardegna doit permettre de mettre en place une coopération fonctionnelle entre la Cullettività di Corsica et la Regione Autonoma della Sardegna (favoriser la rencontre annuelle des personnels de la RNBB, PNAM, Asinara, Tavolara et Santa Teresa, organiser des assises des droits de la nature et des générations futures des Bouches de Bonifacio et établir un projet de réserve **MAB UNESCO** dans les Bucchi porté par les deux îles à l'échelle de la ZMPV).*

	Note
<p>3.3. Évaluer l'adéquation des ressources humaines à la disposition de l'ASPIM.</p> <p>Échelle d'évaluation : 0 = Très faible/Insuffisante 1 = Faible 2 = Adéquate 3 = Excellente</p>	<p>3</p>
<p>Justification de la note :</p> <p><i>La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio est gérée depuis la réorganisation de l'OEC en 2017 par le service « Espaces protégés » de l'Office de l'Environnement de la Corse qui compte un chef de service et 49 agents répartis en 6 entités fonctionnelles dont 4 sont dédiées à la gestion de la RNBB (Garderie territoriale, Gestion des petites îles, Suivi scientifique, Hyperbare). Par ailleurs 4 assistants sont en charge des dossiers transversaux du service (Budget, Assistance administrative, Affaires juridiques et Communication) et un secrétariat ressource humaine sont directement attachés au chef de service.</i></p> <p><i>Le service Espaces protégés de l'Office Environnement de la Corse est chargé d'assurer la gestion de 5 des 7 des Réserves naturelles de Corse (soit 96 % de la surface des RN de Corse): la RN des Bucchi di Bunifaziu, RN Ciribicali, RN Tre Padula di Suartone, RN du massif du Monte Ritundu, RN di l'isule di u Capicorsu. Dans le Sud de la Corse, il anime en continuité de la gestion de la RNBB, la convention de sous délégation des terrains du Conservatoire du Littoral de l'extrême sud de la Corse. Il est chargé également de l'animation des sites Natura 2000 en mer de 50 % des sites marins de Corse : Piaghja urientale, Calvi-Carghjese et de l'extrême sud de la Corse de la Chjappa à Campumoru. Le service EP est en est également responsable de la gestion du patrimoine mondial de l'Unesco Golfu di Portu, Scandulà. Il coordonne également le volet technique de la création des Aires marines protégées de Corse (projets création d'une RNC dans le secteur Calvi Carghjese, compensation du Portu Novu di Bastia...). En mer, fort de sa longue expérience dans le domaine des suivis scientifiques halieutiques dans les Bucchi di Bunifaziu, l'UAC est un partenaire « Data Collection</i></p>	

Framework » de la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture du ministère de l'Agriculture pour les échantillonnages halieutiques nécessaires à la politique commune des pêches de l'UE.

Chaque niveau de management intermédiaire du service dispose des compétences et des pouvoirs nécessaires pour conduire à bien les missions qui lui sont dévolues, sous l'autorité du directeur de l'Office de l'Environnement de la Corse et du responsable de la réserve naturelle, et sous réserve de l'aval des instances délibérantes de l'Office de l'Environnement de la Corse (Conseil d'Administration, Bureau) et de la Collectivité de Corse. Depuis 2018, l'ensemble des agents dispose d'une fiche de poste, d'un entretien professionnel et depuis cette année d'une évaluation annuelle d'activité.

L'équipe en charge directement de la RNBB peut compter 25 ETP permanents et 18 saisonniers entre juin et septembre entièrement dédiés à la gestion de la RNBB. La mutualisation des actions du service et l'appui de l'ensemble de l'établissement de tutelle (service financier, RH, moyens ...), permet d'indiquer que la RNBB dispose des moyens bien adaptés à sa mission.

	Note
<p>3.4. Évaluer l'adéquation des moyens financiers et matériels disponibles à l'ASPIM. (N'est pas applicable aux ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer))</p> <p>Échelle d'évaluation : 0 = Très faible 1 = Faible 2 = Adéquate 3 = Excellente</p>	3
<p>Justification de la note :</p> <p><i>Le financement (fonctionnement et investissement) des actions engagées sur la réserve naturelle est assuré par des crédits provenant de la Collectivité de Corse, de l'Etat, de l'OFB et de l'Union européenne et de recettes (taxes Barnier, conventions d'usage et à venir redevances mouillage...).</i></p> <p><i>En 2017, l'OEC disposait de 20 unités de navigation dont l'utilisation est principalement orientée pour la gestion de la RNBB. 8 embarcations étaient à détruire ou vendre et ne pouvaient plus fonctionner. Sur les 10 bateaux, seulement 2 embarcations pouvaient être homologuées en division 222 en 2020 (obligation réglementaire française).</i></p> <p><i>Dans le cadre de la réorganisation de l'OEC, nous avons depuis septembre 2017 commencé à mutualiser tous les moyens nautiques à disposition pour les différentes actions. Sur 4 exercices budgétaires, nous avons fait l'acquisition de 10 unités de navigation pour un coût total de 1 482 906 euros.</i></p> <p><i>Le fonctionnement idéal pour les missions du service a été obtenu avec 12 unités (dont 7 en fonctionnement quotidien 8 mois sur 12):</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- 3 unités pontées ou semi pontées semi rigides pour les sorties hivernales et nocturnes, gestion technique ;</i> <i>- 4 unités semi rigides ouvertes pour la période estivale (type 7m avec taud) pour les tournées estivales, gestion technique ;</i> 	

- 1 unité pour les activités hyperbares (navire de 10 m pouvant être déployé autour de la Corse et qui peut également être utilisée en cas mauvais temps et pour les opérations nocturnes) ;

- 1 unité pour la gestion technique ;

- 3 unités de sécurité (vieux semi rigides) ;

En dehors de la période estivale (8 mois) le service maintient 7 unités de navigation sur l'eau.

La commande du bateau hybride du service EP a été finalisée en 2019. Ce navire est équipé pour la première fois d'une motorisation thermique couplée avec une motorisation électrique. Des panneaux solaires permettent également de recharger les batteries et de faire fonctionner les moteurs thermiques jusqu'à 0,5 nd/h. Sa livraison a été effectuée en début d'année 2021.

L'ASPIM a donc une flotte homologuée et opérationnelle pour poursuivre notre mission de gestionnaire pour une surface de 80 000 ha. Un contrôle de gestion des unités de navigation permet aujourd'hui d'évaluer le coût horaire à 21,4€ actuellement (pour 2 750 heures cumulées de navigation) par rapport à ceux de 2018 (24,4€) et de 2016-2017 (27,3€).

Entre 2017 et 2021, le budget alloué à la RNBB peut être estimé en globalisant les mutualisations du service et des agents de l'OEC, des coûts généraux de la structure et des budgets des actions pour la RNBB, à environ 2 millions d'euros (1,5 ME en fonctionnement et 0,5 ME en investissement) annuellement avec plus de 55 % de charges de personnel (dont près de 350 000 euros de recettes de programmes FEAMP - part Etat et FEDER liées aux coûts de personnels des projets européens en 2021).

Le budget déclaré à l'occasion de la révision de 2015 incluait également les autres espaces protégés du Sud de la Corse (RN Tre Padule et terrains du CdL), ce qui n'est pas le cas dans cette révision.

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
3.4.1. Évaluer l'adéquation des moyens financiers et matériels disponibles pour la mise en œuvre des mesures de conservation/gestion de l'ASPIM au niveau national Échelle d'évaluation : 0 = Faible 1 = Moyenne 2 = Bonne 3 = Excellente	SA
Justification de la note :	

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
3.4.2. Évaluer l'adéquation des moyens financiers et matériels à la	SA

disposition des organes de gouvernance multilatéraux de l'ASPIM Échelle d'évaluation : 0 = Faible 1 = Moyenne 2 = Bonne 3 = Excellente	
Justification de la note :	

	Note
3.5. Est-ce que l'aire a un programme de surveillance ? Échelle d'évaluation : 0 = Pas de programme de surveillance 1 = Le niveau de mise en œuvre du programme de surveillance est évalué comme "insuffisant" 2 = Le programme de surveillance a besoin d'être amélioré pour couvrir d'autres paramètres qui sont importants pour l'ASPIM 3 = Le programme de surveillance est mis en œuvre de manière adéquate et permet l'évaluation de l'état et de l'évolution de l'aire, ainsi que de l'efficacité des mesures de protection et de gestion	3
Justification de la note : <i>Si la CTC a identifié des paramètres importants qui ne sont pas couverts par le programme de surveillance de l'ASPIM, ceux-ci doivent être énumérés ici avec la justification correspondante.</i> <i>Une centaine d'opérations à caractère scientifique (suivis, études, collaborations...) est envisagée pour le plan de gestion 2021-2030 dont 82 sur la partie marine.</i> <i>Le programme de suivi scientifique est particulièrement rigoureux et permettra d'évaluer les mesures de gestion pour atteindre les objectifs de conservation/gestion.</i> <i>Près de 70 opérations de cette planification se rattachent aux programmes de surveillance de la Directive Cadre Stratégique du Milieu marin et du document stratégique de façade de l'Etat français en Méditerranée.</i> <i>D'autre part un effort particulier a été mis en place pour initier une surveillance à long terme aussi bien de l'environnement (ex réseau T-MEDNET) que des habitats (ex Réseau de Surveillance Posidonies) et des espèces d'intérêt patrimonial (ex Cystoseire / Patelles géantes, corbs-mérous) ou économique (suivis halieutiques) afin de disposer de tendances à long terme permettant d'appréhender les effets du changement climatique dans une optique de gestion optimale Ce programme de suivis scientifiques (voir rapports d'activités) disposant de séries à long terme pour certaines bénéficiant d'une ancienneté de plus de 30 ans permet de d'évaluer les objectifs fondamentaux d'une ASPIM.</i>	

	Note
3.6. Y a-t-il un mécanisme de feedback qui établit un lien explicite entre les résultats de la surveillance et les objectifs de gestion, et qui permet une adaptation des mesures de protection et de gestion ? Échelle d'évaluation : 0 = Faible 1 = Moyen	3

2 = Bon 3 = Excellent	
Justification de la note : <i>Le suivi scientifique annuel réalisé et validé par le Conseil scientifique de la RNBB permet d'adapter les mesures de gestion et les résultats et les indicateurs obtenus sont présentés annuellement dans un rapport d'activité. L'évaluation chemin faisant du plan à l'année 5 permettra une gestion adaptative pour les 5 dernières années du plan. Le futur document de planification de la PGRNBB doit être évaluable à partir d'indicateurs dotés de seuils et poids, et s'appliquant aussi aux opérations planifiées dès son élaboration.</i>	

	Note
3.7. Est-ce que le plan de gestion est mis en œuvre de façon efficace ? Échelle d'évaluation : 0 = Faible 1 = Moyenne 2 = Bonne 3 = Excellente	3
Justification de la note : <i>Les évaluations de nos actions montrent une efficacité de nos opérations depuis 2008 (l'effet réserve est toujours remarquable, les habitats dans un bon état de conservation, acceptabilité globale de la RNBB par les populations locales, lien avec les autres AMP, participation importante aux projets collaboratifs, transfert de génie écologique, de bonnes pratiques et d'expérience pour les autres espaces protégés de Corse). Pour la période 2021-2030, le gestionnaire établit un lien entre les opérations du plan de gestion et les indicateurs liés au plan d'action du changement climatique du projet MPA ADAPT de la RNBB et les indicateurs nationaux utilisés par la DCE/DSCMM et DSF.</i>	

	Note
3.8. Des mesures, des activités et des actions de conservation concrètes ont-elles été mises en œuvre ? Échelle d'évaluation : 0 = Faible 1 = Moyenne 2 = Bonne 3 = Excellente	3
Justification de la note : <i>Les opérations concrètes ont été décrites avec l'encadrement de la pêche maritime de loisir, l'interdiction des mouillages des grandes unités dans les herbiers à Posidonia oceanica et la réduction des zones de mouillage propre sur l'aménagement du plan d'eau des Lavezzi et l'augmentation de la surface des zones interdites aux engins à moteurs, les actions de sensibilisations des pêcheurs aux bonnes pratiques en cas de capture accidentelle et au</i>	

signalement des espèces exogènes envahissantes, inhabituelles, rares ou menacées (rejets vivants), projet de canalisation du public et de réduction de la fréquentation dans des secteurs de l'île. Les Zones de Protection renforcées et les Zones de non Prélèvements de la RNBB ont été proposées comme Zone de Protection Fortes (Mesure M003 DCSMM 2018 et stratégie nationale des aires protégées (SNAP) 2021).

SECTION II : CARACTÉRISTIQUES FOURNISSANT UNE VALEUR AJOUTEE POUR L'AIRE

(La Section B4 de l'Annexe I, et d'autres obligatoires pour une ASPIM, et les Art. 6 et 7 du Protocole)

4. MENACES ET CONTEXTE ENVIRONNANT

4.1. Évaluer le niveau des menaces dans le site aux valeurs écologiques, biologiques, esthétiques et culturelles de l'aire (B4.a de l'Annexe I).

En particulier :

	Note
4.1.1. a) L'exploitation anarchique des ressources naturelles (p. ex. : l'extraction de sable, l'eau, le bois, les ressources vivantes). Voir 5.1.1. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	2
Justification de la note : <i>Aucun prélèvement autorisé ni effectué (statut juridique de la RNBB interdisant ce type d'exploitation). Les menaces potentielles ont été circonscrites lors du décret de création de la réserve. L'effort a été fait en amont.</i>	
	Note
4.1.1. b) Efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer l'exploitation non réglementée des ressources naturelles (p. ex. : extraction de sable, l'eau, le bois, les ressources vivantes). Voir 5.1.1. dans le FA Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note : <i>Surveillance régulière de la RNBB (lutte antibraconnage, antipollution, échouage bateaux plaisance, Rhodanus...).</i>	

	Note
--	------

4.1.2. a) Menaces pour les habitats et les espèces (p. ex. : perturbation, dessiccation, pollution, braconnage, introduction d'espèces non-indigènes ...). Voir 5.1.2. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	2
Justification de la note : <i>L'identification de problématiques de braconnage particulièrement graves a été réalisée par les équipes de surveillance en 2017. Mouillage posidonie.</i>	

	Note
4.1.2. b) Efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer les menaces pour les habitats et les espèces (p. ex. : perturbation, dessiccation, pollution, braconnage, introduction d'espèces non-indigènes). Voir 5.1.2. dans le FA Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note : <i>Mise en place d'une équipe de 3 gardes spécifiquement dédiés à la lutte anti braconnage avec des moyens spécifiques dédiés et des plannings autonomes et une coordination étroite avec les services de l'Etat (OFB, gendarmerie, Préfecture maritime). Des mesures ont été prises et l'affaire des braconniers sardes identifiés et ayant menacés les gardes de la RNBB en juillet 2020 en est un exemple flagrant.</i> <i>Les contrôles sont également plus sévères aujourd'hui, y compris avec les pêcheurs récréatifs locaux de manière à toujours mieux crédibiliser le respect de la réglementation.</i> <i>Collaboration avec le réseau ALIEN Corse</i> <i>Sur l'île Lavezzi, l'aménagement des sentiers va permettre de réduire le nombre de sentiers et créer 10 zones de tranquillité.</i> <i>L'interdiction d'ancrage des bateaux de plus de 24 m dans les herbiers constitue l'effort le plus significatif pour l'atténuation des perturbations.</i>	

	Note
4.1.3. a) Augmentation de la présence humaine (p. ex. : tourisme, bateaux, construction, immigration ...). Voir 5.1.3. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	2
Justification de la note : <i>Augmentation de la grande plaisance depuis une dizaine d'années. Les activités touristiques se diversifient avec une augmentation des loueurs de bateaux « à la journée », des activités nouvelles comme le Paddle ... Le nautisme constitue le seul indicateur dont la baisse est très faible entre la période 2015-2019 et l'année exceptionnelle de 2020. Les débarquements sur les îles et la fréquentation des plages accusent des baisses d'environ 30 % sur l'ensemble de l'année par rapport à la même période référence.</i>	

Une volonté de certains acteurs du nautisme et de propriétaires de résidences sur le littoral de mettre en place des occupations illégales du domaine public maritime (essentiellement de corps morts).

	Note
4.1.3. b) Efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer l'augmentation de la présence humaine (p. ex. : tourisme, bateaux, construction, immigration). Voir 5.1.3. dans le FA Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note : <i>Mesures de gestion avec les arrêtés d'encadrement du mouillage des grandes unités, autour de l'île Lavezzi, concertation avec les élus pour limiter les tailles des ZMEL et des capacités des ports de plaisance en période estivale.</i> <i>Veille attentive des zones d'ancrage, concertation initiée pour régler définitivement avant 2023 avec les élus des communes bordant la RNBB pour les problématiques des corps morts illégalement mis en place jusqu'en 2017.</i> <i>Politique zéro corps morts supplémentaire depuis 2018 sur l'ensemble de la RNBB.</i>	

	Note
4.1.4. a) Conflits entre les utilisateurs ou groupes d'utilisateurs. Voir 5.1.4., 6.2. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	1
Justification de la note : <i>Conflits d'usages récurrents entre les pêcheurs artisans et la pêche récréative dans certains secteurs de la RNBB. Ces conflits ne menacent pas la RNBB mais peuvent constituer un conflit d'usage au sein de l'aire marine protégée. Le rôle du gestionnaire de la RNBB consiste à tenter d'apaiser les conflits par une mise à disposition des connaissances de la ressource, de l'effort de pêche et de prélèvements et de mettre en place des réglementations, un contrôle et des espaces de concertations entre usagers.</i> <i>Ces conflits sont fortement atténués en raison du travail important réalisé par le gestionnaire sur le terrain et en amont.</i>	

	Note
4.1.4. b) Efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer les conflits entre les utilisateurs ou groupes d'utilisateurs. Voir 5.1.4. et 6.2. dans le FA Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note :	

Augmentation de la pression de surveillance du gestionnaire, arrêtés limitant la pêche récréative, effort pédagogique et de négociations avec les diverses parties prenantes.

Prière d'inclure ici une liste prescriptive des menaces préoccupantes (non évaluées ou mentionnées ci-dessus) et de les évaluer individuellement :

*Conflits d'usages pêcheurs artisans et récréatifs (spatial et accès ressource, pression forte)
 Conflits d'usages entre sociétés de transports maritimes (relations commerciales, pression forte)
 Conflit d'usages entre loueurs de bateaux et plaisance (spatial, pression moyenne)
 Conflit d'usages entre plongeurs et pêcheurs artisans (spatial, pression très faible)
 Conflit d'usage entre usages locaux et activités touristiques (spatial, pression forte en période estivale)*

4.2. Évaluer le niveau des menaces extérieures aux valeurs écologiques, biologiques, esthétiques et culturelles de l'aire (B4.a de l'Annexe I) et les efforts déployés pour les traiter/atténuer. Voir 5.2. dans le FA

En particulier :

	Note
4.2.1. a) Les problèmes de pollution provenant de sources externes, y compris les déchets solides et ceux affectant les eaux en amont. Voir 5.2.1. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	2
Justification de la note : <i>Poursuite du traitement des pollutions dans la RNBB par les matières plastiques et des pollutions d'hydrocarbures (essentiellement des dégazages et nettoyages de cuves avec arrivées de boulettes d'hydrocarbures). Pas de pollution liée aux stations d'épuration. Pas de problème lié aux eaux de ballast.</i>	

	Note
4.2.1. b) Efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer les problèmes de pollution provenant de sources externes, y compris les déchets solides ceux affectant les eaux en amont. Voir 5.2.1. dans le FA. Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note : <i>Partenariat du programme INTERREG MED Plasticbusters et le programme SICOMAR +. Poursuite des actions de nettoyage fréquents des équipes de gestion. Participation à des journées de sensibilisation au nettoyage des plages. Acquisition de matériel spécifique de nettoyage des plages. Action de nettoyage lors des épisodes d'arrivées de boulettes d'hydrocarbures. Qualité des eaux reconnue comme excellente.</i>	

Quelques actions visant à lutter contre la pollution sonore.

	Note
4.2.2. a) Des impacts importants sur les paysages et les valeurs culturelles. Voir 5.2.2 dans le FA. Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	3
Justification de la note : <i>Impact sur la zone de Balistra sur les paysages sous-marins des herbiers de Posidonie. Echouage du Cargo Rhodanus. Fréquentation des cargos et des gros bateaux (45 mètres...) dont les impacts sont limités par les actions du gestionnaire et de l'Etat.</i>	

	Note
4.2.2. b) Les efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer les impacts importants sur les paysages et les valeurs culturelles. Voir 5.2.2 dans le FA Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	3
Justification de la note : <i>Arrêté d'interdiction des bateaux de plus de 24 m dans les herbiers. Action très forte en coordination avec les services de l'Etat pour le retrait du cargo Rhodanus. Organisation de la fréquentation sur l'île Lavezzu. Effort du gestionnaire pour la réappropriation de la toponymie (tous les panneaux ont été modifiées avec la charte graphique et les noms de lieux associés en langue corse et bonifacienne)</i>	

	Note
4.2.3. a) Développement de menaces prévues aux abords de l'aire. Voir 6.1. dans le FA Note : 0 signifie "aucune menace" ; 3 signifie "menaces très graves"	1
Justification de la note : <i>Développement immobilier littoral limité depuis une dizaine d'années.</i>	

	Note
4.2.3. b) Les efforts (actions) entrepris au cours de la période d'évaluation pour traiter/atténuer le développement des menaces attendu aux abords de l'aire. Voir 6.1. dans le FA.	3

Note : 0 signifie "aucun effort" ; 3 signifie "effort significatif"	
Justification de la note : <i>Mise en valeur des vulnérabilités de l'AMP pour poursuivre les efforts de freinage des développements immobiliers littoraux.</i>	

Prière d'inclure une liste prescriptive des menaces préoccupantes (non évaluées ou mentionnées ci-dessus) et de les évaluer individuellement :

Prière d'inclure la liste des menaces préoccupantes (non évaluées ou mentionnées ci-dessus) qui ont été éliminées ou résolues :
--

4.3. Y a-t-il un plan de gestion côtière intégrée ou des lois d'utilisation du territoire dans la région limitrophe ou entourant l'ASPIM ? (B4.e de l'Annexe I). Voir 5.2.3 dans le FA

	Note
Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>Le plan d'aménagement et de développement durable PADDUC de la Corse. La Collectivité de Corse a fait le choix de doter l'île d'un document de planification ayant la portée des anciennes Directives Territoriales d'Aménagement (DTA). En ce sens, est mise clairement en évidence une volonté politique forte d'encadrer et d'anticiper de manière décentralisée les questions du développement et de l'aménagement insulaires par un plan au service de l'intérêt général. Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse est le projet d'aménagement et de développement de la Corse à l'horizon 2040. Le PADDUC est un projet de société pour le territoire corse et les Corses. C'est, en premier lieu, un document d'aménagement qui est organisé autour d'un projet spatial régional répondant à 5 grands défis et se déclinant en objectifs de niveaux local et régional. C'est également un document d'urbanisme qui dit le droit des sols à travers des « orientations réglementaires » énoncées dans un fascicule spécifique et une « carte de destination générale du territoire ». Les documents d'urbanisme locaux devront le décliner pour permettre la mise en œuvre de ses objectifs. Le PADDUC et son Schéma de mise en valeur de la Mer a été approuvé par l'Assemblée de Corse le 24 novembre 2015 et modifié pour la carte des ESA le 30 novembre 2020.</i>	

4.4. Est-ce que le plan de gestion de l'ASPIM influence la gouvernance de la zone environnante ?

(D5.d l'Annexe I). Voir 7.4.4. dans le FA

	Note
Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>La gestion de l'ASPIM influence positivement la gouvernance des communes bordant l'AMP. Ce bien commun reste un enjeu pour les communes du sud de la Corse.</i>	

5. APPLICATION DES MESURES DE PROTECTION**5.1. Évaluer le degré d'application des mesures de protection****En particulier :**

	Note
5.1.1. Est-ce que les limites de l'aire sont marquées d'une manière adéquate à terre et, le cas échéant, marquée de manière adéquate en mer ? Voir 8.3.1. dans le FA. (N'est pas applicable aux ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer)) Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>Les limites de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio sont marquées en mer par des bouées, et à terre par des panneaux. Une convention lie l'OEC avec le service des phares et balises qui assure l'entretien des bouées des ZNP Moines et des Bruzzi. En 2022, ces dernières seront changées pour un coût de près 180 000 euros.</i> <i>40 panneaux réglementaires sont répartis sur différents sites fréquentés et 10 panneaux de grande taille sont installés au sein des capitaineries dans tous les ports jouxtant la réserve naturelle. En raison de leur vieillissement, ils sont actuellement tous changés. Ils sont de plus régulièrement contrôlés et remplacés en cas de dégradation ou d'évolution réglementaire.</i>	

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
5.1.1. a) L'aire est-elle officiellement représentée sur les cartes marines / terrestres internationales ? Note : 0 = Non / 1 = Oui	sa
Justification de la note :	

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
5.1.1. b) L'aire est-elle officiellement indiquée sur les cartes marines /	sa

terrestres de chaque État membre de l'ASPIM ? Note : 0 = Non / 1 = Oui	
Justification de la note :	

Dans le cas d'ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) :

	Note
5.1.1. c) Les coordonnées de l'aire sont-elles facilement accessibles (cartes, internet, etc.) ? Note : 0 = Non / 1 = Oui	sa
Justification de la note :	

	Note
5.1.2. Y a-t-il une collaboration de la part d'autres autorités dans la protection et la surveillance de l'aire et, le cas échéant, y a-t-il un service de garde-côtes contribuant à la protection du milieu marin ? Voir 8.3.2. et 8.3.3. dans le FA Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>Des réunions de concertation sont régulièrement organisées avec les services de l'Etat concernés par la police en mer et débouchent sur la mise en œuvre régulière de missions de surveillance conduites en coordination avec l'OFB, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, la gendarmerie ou les douanes.</i> <i>De même, une collaboration permanente avec la Marine Nationale permet l'accès aux sémaphores de La Chiappa et de Pertusato lors des missions de surveillance menées à terre. Afin d'en pérenniser le fonctionnement, ce partenariat est formalisé par l'adoption de conventions pluriannuelles (OFB).</i>	

	Note
5.1.3. Est-ce que des agences tierces sont également habilitées à faire respecter la réglementation relative aux mesures de protection des ASPIM ? (N'est pas applicable aux ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer)) Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'une garderie territoriale dotée d'un responsable avec 7 agents effectuant des tournées quotidiennes tout en étant en charge de</i>	

missions techniques spécifiques et d'une équipe de 4 gardes spécifiquement dédiée à la lutte anti braconnage (opérations de lutte anti braconnage ciblées sur la gestion de la ressource halieutique: grands braconniers, pêche récréative, pêche aux oursins, coordination de la lutte anti braconnage avec les services de l'Etat). L'équipe hyperbare est également dotée de 4 agents assermentés et commissionnés qui interviennent régulièrement dans les missions et contrôles sous-marins. Ce dispositif est renforcé entre juin et septembre par l'embauche de saisonniers. Un assistant du service Espaces Protégés est en charge de coordonner la politique pénale de la RNBB et assure le lien entre tous les agents commissionnés et le parquet.

D'autres institutions en charge de la surveillance maritime (Gendarmerie maritime, Douanes, OFB, DIRM, DDTM, Marine Nationale) agissent également directement sur le territoire de la RNBB ou bien en lien avec les agents de la RNBB (OFB , Gendarmerie maritime).

	Note
5.1.4. Y a-t-il des pénalités et des pouvoirs adéquats pour une application effective de la réglementation ? Voir 8.3.4. dans le FA Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>Commissionnement et assermentation, réserve naturelle, faune-flore, circulation motorisée, espaces maritimes.</i>	

	Note
5.1.5. Est-ce que le personnel de terrain est habilité à imposer des sanctions ? Voir 8.3.4. dans le FA Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>Commissionnement & assermentation, réserve naturelle, faune-flore, circulation motorisée, espaces maritimes.</i>	

	Note
5.1.6. Est-ce que l'aire a mis en place un plan d'urgence pour faire face à la pollution accidentelle ou d'autres situations d'urgence graves ? (Art. 7.3. du Protocole, Recommandation de la 13^{ème} Réunion des Parties contractantes). Note : 0 = Non / 1 = Oui	1
Justification de la note : <i>L'ensemble des plans nationaux s'applique et la réserve prend pleinement sa place dans l'ensemble de ces dispositifs qui ont fonctionné lorsqu'il y en a eu besoin.</i>	

Travail en cours dans le cadre du programme INTERREG Maritimo SICOMAR + et en poursuivant les actions visant à mettre en place l'étude de la vulnérabilité de la zone intertidale en élargissant le périmètre aux zones de protection renforcées et plus largement sur l'ensemble de la RNBB sur la durée du plan de gestion 2021-2030.

6. COOPERATION ET RESEAUTAGE

	Note
<p>6.1. Est-ce que d'autres organisations nationales ou internationales collaborent en fournissant des ressources humaines ou financières ? (p. ex. : des chercheurs, des experts, des bénévoles...). Voir 9.1.3. dans le FA</p> <p>Note : 0 = Non / 1= Insuffisante / 2 = Moyenne / 3 = Excellente</p>	3
<p>Justification de la note :</p> <p><i>L'ASPIM a une activité très importante en termes d'initiatives européennes en participant à plusieurs programmes de coopérations (FEAMP, FEDER) et INTERREG MED, MARITTIMO. Le service EP a poursuivi sa participation dans la mise en œuvre de plusieurs projets notamment INTERREG (Interreg Marittimo ISOS, Interreg Med Plasticbuster, MPA ADAPT...). Les personnels de l'UAC ont pu échanger avec leurs homologues italiens, espagnols, croates, grecques, albanais... pour partager leurs expériences, confronter leurs réalités, tout comme les problématiques auxquelles ils sont confrontés et les méthodes ou bonnes pratiques transférables pour y répondre. Dans le cadre des projets européens, les agents du service EP participent régulièrement à différents comités de pilotages, ateliers et séminaires dans le cadre de ces projets européens.</i></p> <p>PROJET DACOR (Mesure 28 du FEAMP)</p> <p><i>Le projet DACOR (Données Halieutiques Corses) FEAMP 2014/2020 Mesure 28-Partenariat pêcheurs scientifiques. Ce projet porté par l'UAC en partenariat avec l'UCPP et le CRPMEM et en collaboration avec la STARESO a débuté en 2017 et s'est achevé en fin d'année 2020.</i></p> <p><i>En tant que chef de file du projet DACOR, l'OEC et la Collectivité de Corse se sont engagés avec les pêcheurs professionnels et les scientifiques, vers le développement d'une véritable stratégie partagée et organisée à l'échelle régionale pour la mise en place de campagnes de suivis scientifiques de l'effort et des productions de pêche. Il a permis le maintien d'une culture d'échange entre scientifiques locaux et pêcheurs tout en favorisant l'émergence d'efforts de gestion étayés par la relation « scientifiques-pêcheurs » et les données récoltées sur le long terme.</i></p> <p><i>Le programme d'étude s'est déroulé durant 3 années avec un protocole standardisé, un échantillonnage annuel d'environ 30 % des flottilles par embarquement ainsi que d'un suivi de l'activité des ports permettant une élévation des données à l'activité globale de l'île et de ses 4 prud'homies. Fort des expériences collaboratives antérieures, le programme a également permis la mise en place d'une campagne « d'auto-échantillonnage » réalisée par les pêcheurs qui ont ainsi assuré un suivi exhaustif de leurs sorties. Enfin, le projet a permis d'assurer la bancarisation des données nouvellement acquises ainsi que leur compatibilité</i></p>	

avec le SIH-OBSMER. La mise en place de différents calculs d'indicateurs concernant la ressource et l'activité ont été analysés au niveau spatial et temporel et mis en relation avec des mesures de gouvernances.

Le retour des données et des analyses a été présenté aux professionnels corses et aux autorités (ateliers de formation et de restitution, COPIL, participation à des colloques et séminaires...) en portant l'information sur les spécificités et les attentes régionales pour une meilleure définition des objectifs de choix de gestion et des politiques des pêches maritimes autour de la Corse. Ces spécificités étant jusqu'à aujourd'hui, peu représentées par les analyses des programmes plus globaux de récolte de données menés sur les côtes françaises. Ce suivi à l'échelle de la Corse a l'avantage d'être délimité et intégré géographiquement de par son insularité tout en étant réalisé à une échelle permettant une bonne gestion et une coordination au niveau opérationnelle.

Ce projet a vocation à servir de cas d'étude et d'exemple concret de la cogestion scientifiques-pêcheurs des ressources halieutiques en Méditerranée. Les résultats obtenus permettront de participer à l'amélioration de la connaissance sur la petite pêche côtière pour une meilleure reconnaissance des spécificités de ses flottilles auprès des instances européennes en charge de la gestion des pêches.

Parmi les principaux résultats développés dans ce rapport on note un effort d'échantillonnage conséquent déployé au niveau spatial et temporel par un réseau d'observateurs en mer réparti sur les 4 prud'homies de Corse et ayant permis de fournir des données halieutiques de grande qualité (1 361 opérations de pêche ont été échantillonnées lors de 342 sorties en mer). Il y a certes des possibilités d'améliorations de couverture au niveau spatial dans certaines zones encore sous-représentées, mais l'échantillonnage de ces deux années 2018-2019 est déjà largement représentatif. Toutes ces données ont ainsi permis de caractériser et quantifier précisément l'effort de pêche, les captures et les rejets ainsi que de calculer un certain nombre d'indicateurs sur l'état de la ressource (comme les CPUEs, les distributions de taille, l'état des captures, la production...).

Cette base de données permet désormais d'assurer la continuité avec les données halieutiques antérieures à l'échelle de la Corse (STARESO, RNBB) et justement de pouvoir aussi apprécier des tendances dans le temps avec des données contemporaines en termes d'évolution des indicateurs (comme les distributions de taille). Ce projet a aussi permis une estimation fine de la production de la pêche artisanale pour les métiers filets à poissons et filets à langouste. La production toutes espèces confondues a été estimée à 293 tonnes en 2018 et à 378 t en 2019. La production en langouste rouge, évaluée en 2019 à 71,4 t.

De manière générale, l'ensemble des données a permis de faire une caractérisation de la pêche artisanale en Corse avec une image actuelle représentative. On peut noter en Corse la diversité des petits métiers côtiers et des sous-catégories de métiers très spécifiques comme par exemple le filet à rouget.

Sur la base des données collectées et traitées par le pôle scientifique du service EP, on note dans les conclusions de ce rapport l'effet positif de la gestion, au sens de la protection des espaces naturels (ZPR dotées de moyens de gestion). On note également à travers ces résultats, le besoin de réglementer la pêche récréative.

Le projet DACOR a permis pour la première fois une analyse spécialisée de l'effet de la gestion permettant de confronter les données de captures dans les ZPR de la RNBB et à l'échelle régionale.

La CPUE moyenne pour les captures conservées des espèces dites « nobles » (mérrou brun, denti, sar commun, pagre...) dans les filets à poissons apparait plus d'une fois et demie

supérieure dans les zones de protection renforcée que dans le reste de la Corse.

Les proportions d'individus de grandes tailles de denti, de chapons et de rougets, qui sont des espèces à haute valeur commerciale ciblées par la pêche artisanale, apparaissent plus importantes dans les ZPR que dans la strate Sud et dans le reste de la Corse.

Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des travaux antérieurs menés sur cette zone et démontrent un effet réserve se traduisant par une augmentation de la rentabilité économique des filets à poisson dans les zones bénéficiant de mesures de gestion fortes (ZPR) ainsi que sur l'ensemble des zones de pêche de la strate Sud, notamment pour le pagre qui semble également bénéficier de la limitation de la pêche récréative (5 kg par pêcheur et par jour) depuis 2012 sur l'AMP.

PROJET ALIGOSTA

Le projet ALIGOSTA (Amélioration des connaissances sur la langouste rouge : âge, croissance, maturité Sexuelle et structure de la population.). FEAMP 2014/2020 Mesure 28 – Partenariat entre scientifiques et pêcheurs.

Ce projet vise à améliorer l'état des connaissances sur la biologie et la structure des populations de la langouste rouge en Corse. Les données acquises ont pour objectif de servir de base à l'évaluation de l'état du stock et à la modélisation de la dynamique des populations, afin de contribuer à une gestion halieutique durable en Corse.

Le service Espaces protégés de l'UAC bénéficie d'une expérience ancienne dans le suivi de l'effort de pêche et de la production de la langouste rouge *Palinurus elephas* menées depuis 1993 dans la Riserva Naturali di i Bucchi di Bunifaziu dans le cadre d'un partenariat pêcheurs/scientifiques-gestionnaire initié il y a plus de 20 ans.

Le projet a démarré en 2020 à l'occasion d'un séminaire de lancement tenu en présentiel le 11 février 2020. L'UAC a participé aux différentes réunions de travail organisées en 2020, au suivi administratif lié au démarrage du projet ainsi qu'au comité de sélection des pêcheurs partenaires (pêches expérimentales). Les protocoles ont été élaborés cette année sur la base des travaux existant sur la RNBB et les bases de données marquage/recapture de l'UAC ont été mises à disposition du projet pour une meilleure valorisation de l'étude des déplacements de langoustes rouges sur le littoral de la Corse.

Partenariat DCF-UAC/DPMA (Mesure 77 FEAMP)

Le pôle suivi scientifique et halieutique du service EP a été impliqué en 2019 dans le cadre du partenariat DCF (Data Collection framework) afin de représenter la petite pêche côtière insulaire et participer à la remontée des données halieutiques auprès du CSTEP (comité scientifique, technique et économique des pêches) dans le cadre de la réponse aux Appels à Données Européennes.

En 2019, une passerelle entre la Base de Données Halieutiques Corse hébergée à l'UAC et la BDD Harmonie de l'IFREMER a été testée en collaboration avec Joel Vigneau de l'IFREMER. Cette Passerelle a permis une remontée des données halieutiques de l'ensemble des métiers pratiqués par la pêche artisanale corse et de valoriser notamment, la poly activité de cette pêcherie et la multi spécificité des captures sur la base d'informations directement collectées sur le terrain par le réseau d'observateurs en mer corse mis en place dans le cadre du projet DACOR. En accord avec la DPMA, le système appliqué pour la remontée des informations assure à la profession la confidentialité des données collectées à bord des navires de pêche.

L'UAC a participé cette année, à la réalisation du Plan de Travail National pour les années 2020 et 2021 pour la collecte de données biologiques dans les eaux françaises.

PROJET INTERREG MED FISHMPABLUE 2 (INTERREG MED)

Dans le cadre du projet FishMPABlue 2 (Chef de file : Federparchi (Italie)), l'UAC a réalisé en 2019 l'analyse de la gestion de la pêche artisanale au sein et autour de 11 AMP de Méditerranée occidentale dont la R.N.B.B. Ce projet a proposé une boîte à outils de gouvernance innovante pour renforcer les capacités de gestion des AMP.

Les premiers résultats du projet ont mis en évidence des stocks halieutiques plus sains, des revenus plus élevés pour les pêcheurs et une acceptation sociale des pratiques de gestion encouragée si un ensemble d'attributs est présent dans une AMP, notamment les atouts développés au sein de la R.N.B.B. : une mise en œuvre de la réglementation élevée dans l'AMP, la présence d'un plan de gestion, l'engagement des pêcheurs dans la gestion de l'AMP, la représentation des pêcheurs au sein du conseil de l'AMP et la promotion d'une pêche durable.

Dans la continuité des travaux publiés en 2018 sur l'effet de la gestion sur le compartiment écologique (comptages sous-marins), les premiers travaux issus des enquêtes socioéconomiques réalisées auprès des pêcheurs professionnels des 11 AMP du projet ont été publiés en mars 2019 dans un article scientifique de rang A.

Cette étude met en évidence l'importance du soutien de la population local dans la longévité des initiatives de conservation. Dans la RNBB, les enquêtes réalisées par l'équipe scientifique et analysées par les chercheurs impliqués dans le projet met en évidence un soutien et une acceptabilité relativement importants des pêcheurs professionnels vis-à-vis de la gestion de cette AMP.

PROJET FEDER MOONFISH (FEDER)

Le projet pluridisciplinaire MOONFISH allie écologie halieutique et modélisation informatique et vise à développer des connaissances et des outils concrets et innovants basés sur de nouveaux modèles permettant d'assurer une exploitation raisonnée de la ressource avec un développement économique pérenne en proposant des stratégies de pêche respectueuses du milieu afin de maintenir ou restaurer les stocks à des niveaux permettant de produire un rendement maximal durable (Maximum Sustainable Yield – MSY).

Comme le projet DACOR, ce projet collaboratif, coordonné par l'Università di a Corsica – UMR SPE, regroupe et fédère l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels du milieu marin en Corse concernés par la gestion des ressources halieutiques à savoir l'UCPP, l'UAC, la STARESO et le CRPMEM Corse.

Plusieurs bases de données sont prises en compte dans le cadre de cette étude et font l'objet d'une analyse comparative de la pêche maritime récréative et professionnelle.

PROJET ISOS (INTERREG MARITTIMO)

Dans le cadre du projet INTERREG ISOS : le développement durable et la préservation du patrimoine des petites îles de méditerranée (la pollution, la gestion durable des ressources naturelles, de l'eau potable, des eaux usées, des déchets, du fécalisme, de la surfréquentation...).

Le service EP a participé une rencontre transnationale du projet à Porquerolles en Octobre. Deux marchés ont été lancés par le service EP visant l'élaboration d'un plan général d'intention paysagère de l'île Lavezzu ainsi qu'une étude « zéro déchets à l'horizon 2030 sur l'île Lavezzu ».

PROJET INTERREG MED MPA ADAPT (INTERREG MED)

En 2007, le plan de gestion RNBB-OEC indiquait que le changement climatique avait une influence sur le fonctionnement global dans les Bouches de Bonifacio. L'AMP a commencé à surveiller la température de l'eau de mer en 2003 (TMEDNET). La connaissance des processus écologiques locaux et les impacts du CC sont essentiels pour adapter les stratégies futures de gestion favorables à la conservation de la biodiversité.

L'activité pilote pour la RNBB a été concentrée sur les tests d'adaptation pour les changements climatiques et sur la nécessaire adaptation des outils de surveillance scientifique pouvant être facilement mis en œuvre afin de mieux comprendre et d'améliorer la gestion. Cette activité pilote a permis également d'apprécier la vulnérabilité écologique et économique pour évaluer et caractériser les impacts du changement climatique sur le milieu marin avec les séries de données à long terme disponibles dans certains domaines dans les Bouches de Bonifacio. L'analyse des données des suivis scientifiques in situ de poissons ainsi que celles concernant les captures de pêche artisanale depuis les années 1990 a permis d'évaluer les éventuelles influences du changement climatique sur la faune ichthyologique et sur les captures depuis 25 dernières années.

La mise en œuvre de consultations des parties prenantes sur les pratiques de gestions futures a constitué un second axe pour le projet. Les pêcheurs professionnels, les pêcheurs récréatifs, les partenaires de plongée et les opérateurs de touristes seront impliqués dans ce projet pilote.

Le 17 avril 2019, le service Espaces Protégés de l'Uffiziu di l'Ambiente di a Corsica a organisé à Bunifaziu un séminaire de restitution des différentes études menées sur le changement climatique sur les habitats, espèces et activités socio-économiques potentiellement impactés dans la Riserva Naturali di i Bucchi di Bunifaziu. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger avec les acteurs socio-économiques et d'orienter les stratégies futures d'adaptation au changement climatique dans la R.N.B.B.

Le plan de gouvernance conjoint avec l'ensemble des partenaires du projet a été finalisé et l'ensemble des résultats du programme ont été présentés en juin 2019 à Barcelone lors du congrès final.

PROJET INTERREG MED PLASTIC BUSTERS : PRESERVING BIODIVERSITY FROM PLASTICS IN MEDITERRANEAN MARINE PROTECTED AREAS: PLASTICBUSTERS MPAS (INTERREG MED)

Le projet Plastic Busters, a débuté en 2018 pour une période de 4 ans. Il a pour objectif de synthétiser les diagnostics actuellement réalisés concernant les impacts de la pollution par les plastiques sur la biodiversité dans les AMP, y compris l'identification des « points chauds », de définir et tester un suivi scientifique et orienter des premières mesures de prévention et d'atténuation dans un cadre commun d'actions de lutte à mettre en place sur les régions « Interreg Med ».

En 2019, le service Espaces Protégés a initié les travaux sur la réalisation de cartes d'accumulations en appliquant la méthodologie d'identification des macrodéchets et microdéchets sur les plages corses définies dans le cadre du projet. La méthodologie employée consiste à la sélection de sites d'études spécifiques à la R.N.B.B. et à la région Toscane, à déterminer la fréquence et le calendrier des enquêtes sur des unités d'échantillonnage répondant à des critères spécifiques (transect de 100m de plage). Sur ces unités sont récoltés les macroplastiques qui seront par la suite quantifiés et déterminés selon la classification

établie entre les partenaires du projet. Des prélèvements de sédiments effectués sur les zones d'accumulation préalablement sélectionnées sont également réalisés par le service EP et transmis au laboratoire de l'IFREMER de Bastia pour une identification précise.

L'ensemble des informations sont saisies dans la base de données « échantillonnage des déchets de plage » et transmises à l'Université de Sienne pour une centralisation et une analyse globale des résultats. En 2020, la campagne d'échantillonnage se poursuivra sur les différents sites prévus apportant les données nécessaires à l'affinage des cartes d'accumulation de macrodéchets sur le littoral.

PROJET INTERREG MARITTIMO GIREPAM

Les agents du service EP ont poursuivi leur implication au côté du Conservatoire du littoral dans le cadre des actions du projet GIREPAM (Gestion Intégrée des Réseaux Ecologiques à travers les Parcs et les Aires Marines), notamment :

- L'élaboration de vues axonométriques de l'Extrême Sud ;
- La rédaction d'un plan d'interprétation par l'agence WB. Le document, finalisé au premier trimestre 2020, prévoit l'organisation de l'interprétation dans l'Extrême Sud en 1 grand site, Pertusato, et 7 lieux clés d'interprétation. 13 annexes informatives ont été rédigées. Elles proposent les principales informations géologiques, naturelles et culturelles concernant le territoire ;
- La rédaction d'un Plan d'intentions paysagères du domaine de l'Extrême Sud.
- L'élaboration de notices de gestion du domaine du Cdl géré par l'UAC. Dix notices et un travail conséquent de synthèse des éléments d'informations disponibles et des éléments stratégiques et d'orientation de gestion a été réalisé.

Les agents ont également accompagné le Cdl dans l'élaboration de la scénographie de trois lieux clés d'interprétation : le feu de Madoneta, le fanal de Fenu et l'ancien abattoir de Campu Rumanilu. Deux installations ont été mises en place dès 2020 : une fresque sur la circulation maritime dans le détroit des Bucchi di Bunifaziu dans le fanal de Fenu et une installation artistique dans l'abattoir de Campu Rumanilu comprenant un squelette de phoque moine de Méditerranée réalisé à partir de déchets plastiques ramassés sur les plages du Cap Corse par un artiste.

PROJET INTERREG MARITTIMO SICOMAR PLUS (SYSTEME TRANSFRONTALIER POUR LA SECURITE EN MER CONTRE LES RISQUES DE LA NAVIGATION ET POUR LA TUTELLE DE L'ENVIRONNEMENT MARIN)

Le projet SICOMAR plus, Programme de Coopération Transfrontalière Italie – France 2014 – 2020 comprenant 16 partenaires de 5 régions (Sardaigne, Corse, Ligurie, Toscane), débuté en 2018 a été poursuivi au cours de l'année 2019 grâce au recrutement d'un agent en CDD sur le projet.

Dans le cadre de ce projet, le service Espace Protégés est chargé avec la région Toscane, de la mise en place d'une méthodologie commune et de la réalisation de cartes de vulnérabilité des écosystèmes marins/biocénose/espèces/biotopes. L'objectif du service EP est de réaliser à travers le projet SICOMAR un état zéro de la zone intertidale le long du linéaire côtier rocheux de la Riserva Naturali di i Bucchi di Bunifaziu pour l'année 2020 et de participer à la réalisation du produit final consistant à la réalisation de cartes de synthèses pour la définition des zones à risques sur les régions concernées par le projet.

La méthode d'évaluation de la vulnérabilité pour les communautés benthiques intertidales et infralittorales de la côte rocheuse a été déterminée lors du workshop de Livourne en mars

2019 au quel a activement participé le service EP. Un protocole d'échantillonnage a par la suite été proposé par l'université de Pise et validé par l'ensemble des partenaires concernés. Les données récoltées sur le terrain ont permis la réalisation de 5 cartes de vulnérabilité écologique correspondant aux différents sites d'études.

Le service Espaces Protégés a organisé le 20 novembre 2019 à Bunifaziu un workshop dont l'objectif était de présenter le travail des différents partenaires sur l'application de la méthodologie concernant l'élaboration de cartes de vulnérabilité pour les communautés benthiques intertidales et infralittorales de la côte rocheuse. Lors de cette rencontre, les travaux des différents partenaires ayant participé à l'étude ont été présentés de manière à comparer les résultats obtenus par l'Université de Gênes sur l'île de Capraia, et ceux de l'OEC sur les différents sites de la R.N.B.B. Ces échanges ont permis d'avoir une vue d'ensemble des méthodes de travail et de redéfinir la méthodologie d'évaluation de la vulnérabilité afin d'harmoniser l'échantillonnage. Suite aux différentes remarques, un nouveau protocole sera proposé par l'université de Gênes et sera testé lors d'une prochaine rencontre entre les deux partenaires au printemps 2020.

Le CNR Sardaigne, également présent lors du workshop, a présenté un travail de modélisation d'une grande précision, permettant de prévoir le devenir d'une éventuelle pollution aux hydrocarbures dans les Bucchi di Bunifaziu en prenant pour exemple le cas de l'échouage du Rhodanus.

COLLABORATIONS DANS LE CADRE DES SUIVIS ORNITHOLOGIQUES A L'ECHELLE REGIONALE

Suivis du Balbuzard pêcheur

Dans le cadre des opérations de suivi du balbuzard pêcheur, un partenariat très étroit a été mené avec le Parc Naturel Régional de Corse / Réserve naturelle de Scandula à travers la réalisation d'une vingtaine de missions communes. Celles-ci ont été conduites aussi bien sur le périmètre de la réserve naturelle que le site UNESCO « Golfe de Portu » et les sites Natura 2000 « Calvi-Cargese ». Par ailleurs, des autres collaborations ont été mises en œuvre pour le suivi de cette espèce avec d'autres opérateurs de terrain en Corse : Conservatoire d'espaces naturels de Corse, Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate, Réserve naturelle de l'Etang de Biguglia, Marine nationale.

GISOM

Une convention a été signée avec le Groupe d'Intérêt Scientifique Oiseaux Marins (GISOM) qui coordonne notamment le prochain recensement national des oiseaux marins nicheurs (2020-2023). Cette convention précise les modalités de collaboration et de transmission des données avec le GISOM et désigne l'UAC comme coordinateur de ce recensement pour la Corse.

LIENS

Le laboratoire Littoral Environnement et Sociétés (LIENSs), rattaché à l'Université de la Rochelle, a sollicité l'UAC pour une collaboration qui s'est traduite par la signature d'une convention. Ce projet est mené pour constituer un réseau national de suivi des contaminants dans les oiseaux marins permettant d'obtenir une vue d'ensemble de la pollution dans le milieu marin. Il est prévu de suivre 14 Eléments Traces Métalliques (Ag, As, Cd, Co, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Se, V et Zn), et 4 familles de Polluants Organiques Persistants (POPs : DDTs et ses métabolites, PCBs, PBDEs, PFAS). Trois espèces d'oiseaux marins sont concernées pour la Corse, le Cormoran huppé, le Puffin de Scopoli, le Goéland leucopnée, avec des prélèvements (prélèvements de plumes et de sang) effectués dans les RN des îles

du Capicorsu et des Bucchi di Bunifaziu. Ce programme bénéficie d'une autorisation de recherche du CNRS et d'une autorisation administrative ministérielle délivrée après avis favorable du CNPN. Il s'inscrit dans le programme de surveillance de la qualité des eaux marines prévue à la DCSMM. Les résultats escomptés sont complémentaires d'autres programmes auquel l'UAC participe comme Plasticbuster. Les opérations ont débuté en 2020 avec des prélèvements réalisés sur les jeunes puffins de Scopoli et se poursuivra en 2021 sur les autres espèces.

PROJET ACCEDDI MARINI DI A CORSICA

Le programme de suivi des oiseaux côtiers nicheurs de l'annexe I de la directive a été déposé auprès des services de la Collectivité de Corse fin novembre dans le cadre de la mesure 7.6.1 du PDRC.

Le projet vise principalement à consolider les connaissances sur les évolutions des effectifs reproducteurs de 6 espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I de la directive oiseaux se reproduisant sur les sites Natura 2000 (ZPS) côtiers de la Corse : Goéland d'Audouin, Puffin de Scopoli, Océanite tempête, Cormoran huppé de Méditerranée, Sterne pierregarin, Balbuzard pêcheur.

Les données recueillies sont destinées à assurer le suivi sur le long terme et l'évolution des effectifs reproducteurs des espèces concernées et le cas échéant leur succès reproducteur et leur taux de survie.

Un des buts est de produire des indicateurs annuels ou pluriannuels permettant de synthétiser au niveau de la Corse et pour chaque ZPS l'évolution des effectifs nicheurs des espèces concernées, leur tendance d'évolution, ainsi que leur succès reproducteur au sein d'un observatoire des oiseaux marins nicheurs dans les sites Natura 2000 concernés : Iles Lavezzi et Bouches de Bonifacio FR9410021, Iles Cerbicale FR9410022, Golfe de Porto, presqu'île de Scandola FR9410023, Capu Rossu, Scandola, Calvi FR9412010, Iles Sanguinaires, Golfe d'Ajaccio FR9410096, Iles Finocchiarola et côte Nord FR9410097, Etang d'Urbino FR9410098, Etang de Biguglia FR9410101, Aspretto FR9412001

INTERREG MED DESTIMED PLUS :

L'ASPIM participe, aux côtés de l'Agence du Tourisme de la Corse et de l'Office du Tourisme de Bunifaziu, à ce projet qui a pour objectif de concevoir un produit écotouristique qui aurait pour cadre la RNBB. Nos agents apportent ici leur expertise afin de garantir la compatibilité du produit avec les enjeux de conservation de la RN. A ce titre, les agents du SEP ont pris part, en fonction des mesures sanitaires, à des réunions de travail en présentiel et en visioconférence. Ce projet est une belle opportunité de constituer un réseau d'acteurs institutionnels et socioprofessionnels dans lequel l'OEC est actif. A titre d'exemple, des tracés de sentiers sous-marins ont été réfléchis avec un club de plongée.

	Note
6.2. Évaluer le niveau de coopération et d'échange avec d'autres ASPIM (particulièrement d'autres nations) (Art. 8, Art. 21.1, Art. 22.1., Art. 22.3 du Protocole, A.d de l'Annexe I).	3

Note : 0 = Non / 1= Insuffisante / 2 = Moyenne / 3 = Excellente	
<p>Justification de la note :</p> <p><i>Les liens avec d'autres ASPIM sont réguliers au travers du réseau MEDPAN, le sanctuaire Pelagos et sur les petites îles avec le réseau des PIM et depuis peu avec SMILO.</i></p> <p><i>Dans les projets européens ci-dessus détaillés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>le programme MPA ADAPT a permis le lien avec les ASPIM de Portofino et Port Cros,</i> - <i>le programme GIREPAM a permis le lien avec les ASPIM de Capo Caccia-Isola Piana et Tavolara-Punta Coda Cavallo,</i> - <i>le programme ISOS a permis le lien avec les ASPIM de Tavolara-Punta Coda Cavallo et le PN de Port Cros,</i> - <i>le programme Plastic busters a permis le lien avec les ASPIM de Pelagos et le PN de Cabrera.</i> <p><i>La valorisation de la connaissance scientifique des Bouches de Bonifacio devra favoriser la participation de la RNBB dans des organisations internationales et des réseaux de gestionnaires.</i></p> <p><i>L'ASPIM est pleinement impliquée notamment dans le réseau des gestionnaires d'AMP française, dans MedPan, PIM et réserve naturelle de France et accueille régulièrement des AMP méditerranéennes des deux rives de la Méditerranée (entre autres : façade atlantique...).</i></p>	

SECTION III : SUIVI DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE(S) EVALUATION(S) PRECEDENTE(S)

(Si applicable : N'est pas applicable aux ASPIM soumises à leur première révision périodique ordinaire)

7. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LES EVALUATIONS PRECEDENTES

7.1. Évaluer dans quelle mesure les recommandations éventuellement formulées par les évaluations précédentes ont été mises en œuvre : Les recommandations formulées par la/les CTC et/ou approuvées par les Points Focaux pour les ASP concernant la Section I.

<ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre du plan de gestion devra se poursuivre selon la même démarche participative adoptée à ce jour, la gestion de l'aire protégée devra accorder une importance égale entre les enjeux de conservation et les impératifs socio-économiques et les enjeux culturels. <p><i>La base du travail quotidien du gestionnaire consiste à toujours privilégier la concertation pour expliquer sur la base de suivis scientifiques pertinents et validés, l'ensemble de ces démarches et la mise en œuvre de sa gestion.</i></p>	<p>Note</p>
---	--------------------

<p><i>Le plan de gestion 2021-2030 a trois grands axes : biodiversité (conservation des habitats et des espèces), usages durables intégrant la dimension socio-économique des activités traditionnelles et Bucchi di Bunifaziu relatif à la dimension transfrontalière de l'ASPIM.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la démarche de gestion partagée des ressources naturelles permettant de contribuer à la paix sociale <p><i>La connaissance scientifique et la démarche d'intégration des activités humaines dans la gestion (pêche artisanale SSF, défense des pêcheurs récréatifs locaux, intégration d'une politique de ZMEL grande plaisance, aménagements lavezzi, projets DESTIMED +...) ont permis de renforcer cette démarche. Plusieurs opérations du plan 2021-2030 sont prévues et renforceront encore ces efforts (conseil toponymique, conseil halieutique, conseil des sports de pleines natures ainsi que Local Ecotourism Cluster du projet DESTIMED +. Cette dernière initiative cherche à intégrer les questions environnementales dans le tourisme, à bâtir un tourisme vert axé sur la découverte et non le prélèvement avec la mise en place d'un label de la réserve attribuée à certains opérateurs). Le plan de gestion cherche à formaliser ces conseils et initiatives.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les échanges et l'implication des usagers dans la gestion active des territoires administrés et gérés par la RNBB <p><i>Les échanges avec les usagers ont été accentués sur la question de la pêche, du tourisme, du changement climatique... Les projets européens de collaboration participent également à l'association de nombreux acteurs à la gestion de la nature.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en considération dans l'évaluation du plan de gestion de la RNBB, les programmes figurant dans le Plan d'Action du GECT-PMIBB réalisé par l'OEC et la PNALM, en vue de leur mise en œuvre. <p><i>Comme l'indiquait le document, les lignes directrices concernant certaines problématiques considérées comme prioritaires, avaient déjà fait l'objet de réflexions avancées entre les deux espaces protégés et des mesures de gestion concrètes déjà mises en œuvre en 2015. Les opérations mises en place depuis 2015 et celles prévues pour la prochaine décennie demeurent adaptées aux problématiques générales de conservation et de gestion durables.</i></p>	
<p>Échelle d'évaluation :</p> <p>0 = « Non » pour toutes</p> <p>1 = « Oui » pour seulement certaines d'entre elles</p> <p>2 = « Oui » pour la plupart d'entre elles</p> <p>3 = « Oui » pour toutes.</p>	<p>3</p>

7.2. Évaluer dans quelle mesure les recommandations éventuellement formulées par les évaluations précédentes ont été mises en œuvre : Les recommandations formulées par la/les CTC et/ou approuvées par les Points Focaux pour les ASP concernant la Section II.

<p>- Mise en œuvre d'une gestion intégrée du GECT-PMIBB</p> <p><i>En 1990, des premiers contacts entre la Réserve naturelle des îles Lavezzi et le Consorzio di Ricerca della Sardegna ont fait émerger l'idée d'une structure de protection commune aux deux archipels des Lavezzi et de la Maddalena. En 1992 et 1993, la Commission des Communautés Européennes, les ministres italiens et français de l'environnement et les deux régions officialisent cette idée. Sur la base d'objectifs conjoints à la création de deux espaces protégés contigus, l'un en Corse, l'autre en Sardaigne, l'instrument financier européen INTERREG (volet I à III) est mis à contribution pour réaliser les études de préfiguration.</i></p> <p><i>Le Parc national de l'Archipel de la Maddalena est créé en Sardaigne à partir de 1994. Les décrets d'applications réglementant ce parc sont établis entre 1994 et 1999. En Corse, la Réserve naturelle des Bucchi di Bunifaziu (RNBB) est créée le 23 septembre 1999 (décret n° 99-705). Parallèlement, sous la pression populaire corse et sarde, la demande de désignation des Bucchi en Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) a été déposée en 2010 par les autorités françaises et italiennes auprès du Comité pour la protection du milieu marin (MEPC) de l'OMI, instance compétente pour la désignation des ZMPV. L'OMI reconnaît en 2011 les Bucchi di Bunifaziu comme une ZMPV. C'est une zone qui, en raison de l'importance reconnue par l'OMI de ses caractéristiques écologiques, socio-économiques ou scientifiques et de son éventuelle vulnérabilité aux dommages causés par les activités des transports maritimes internationaux, doit faire l'objet d'une protection particulière.</i></p> <p><i>En 2012, le GECT-PMIBB est créé pour être un outil transfrontalier devant assurer des actions coordonnées entre les deux espaces protégés de la RNBB et du PNALM. Le GECT-PMIBB n'est pas un nouvel espace protégé, mais une structure de coordination et de gestion de problématiques environnementales sur un territoire correspondant aux deux espaces protégés, le PNALM et la RNBB. Si le GECT-PMIBB a une existence légale, matérialisée par son inscription au registre des GECT, l'installation de l'Assemblée des membres n'a pas encore pu être opérée pour diverses raisons sur lesquelles nous travaillons.</i></p> <p><i>La collaboration scientifique réalisée depuis près de vingt ans sur les comptages de poissons communs à la RNBB, le PNALM et le Parc de l'Asinara est un bon exemple permettant d'illustrer la nécessité d'un diagnostic partagé de la biodiversité, des objectifs de protection et des réponses adaptées à chaque contexte du territoire en lien. A partir de 2015 une adaptation de la périodicité et du nombre de sites a eu lieu. Un nouveau programme va être mis en place permettant une évaluation au-delà du périmètre de l'AMP au-delà des frontières</i></p>	<p>Note</p>
--	--------------------

nationales favorisant une meilleure évaluation de l'efficacité de la gestion sur certains de ces aspects.

L'enjeu « Bucchi di Bunifaziu » du plan de gestion de la RNBB établi sur la base de la résolution du Conseil Corso-Sarde du 10 juillet 2018 engage les autorités corses et sardes à établir les voies et moyens permettant d'accroître la coopération entre les deux îles sur les questions relatives à la gestion de leurs espaces protégés et à créer une réserve transfrontalière MAB de l'UNESCO.

- Poursuivre la politique partenariale avec les acteurs-clé et les groupes d'usagers, Intégration de la valeur sociale de la conservation : promouvoir la gestion collaborative et persévérer dans l'animation et la coordination de ce projet de territoire sur la RNBB et plus globalement sur le périmètre du GECT-PMIBB,

Le partenariat entre l'OEC et la prud'homie des pêcheurs de Bonifacio a lieu chaque année favorisant une collaboration pêcheurs/scientifiques sur la base de suivis concertés répondant aux attentes du gestionnaire et des pêcheurs sur différentes thématiques (expérimentation de pêche à la nasse, marquage/ recapture de langoustes rouges, collecte de données de savoir empirique sur les effets du changement climatique...).

Une collecte de données sur les espèces exogènes envahissantes, inhabituelles (et/ou thermophiles) a été organisée auprès des pêcheurs récréatifs et des clubs de plongée (projet MPA ADAPT).

La stratégie commune adoptée par l'Assemblea di Corsica et le Cunsigliu Regionale della Sardegna doit assurer une coopération fonctionnelle entre la Cullettività di Corsica et la Regione Autonoma della Sardegna. L'organisation d'une rencontre annuelle des personnels de la RNBB, PNAM, Asinara, Tavolara et Santa Teresa doit être mise en place à la sortie de la crise sanitaire du COVID 19.

Le projet de réserve MAB UNESCO dans les Bucchi porté par les deux îles a été abordé auprès du Comité MAB France. Le service Espaces Protégés est gestionnaire du patrimoine mondial de l'UNESCO « Golfe de Porto-réserve de Scandola » coordonne l'ensemble de ses actions avec le PNRC, lui-même gestionnaire de de la Réserve de biosphère Falasorma – Dui Sevi. Dans ce cadre, nous devrions être en mesure de favoriser ces démarches transfrontalières dans les Bouches de Bonifacio.

- Etendre l'ASPIM sur l'ensemble du territoire du GECT-PMIBB Il est également à noter que l'ASPIM Pelagos couvre déjà cet espace.

L'enjeu du plan de gestion de la RNBB « Bucchi di Bunifaziu » établi sur la base de la résolution du Conseil Corso-Sarde du 10 juillet 2018 engage les autorités corses et sardes pour établir les voies et moyens permettant d'accroître la coopération entre les deux îles sur les

<p><i>questions relatives à la gestion de leurs espaces protégés et créer une réserve transfrontalière MAB de l'UNESCO.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'implication dans les réseaux régionaux méditerranéens dédiés à la conservation de la nature, aux aires protégées à travers la valorisation de la gestion exemplaire de la RNBB aux niveaux régional, national et international (implication dans la création de nouvelles aires protégées, essaimage de bonnes pratiques – jumelages et coopération technique, accompagnement), avec d'autres ASPIM et plus généralement avec d'autres AMP. <p><i>Notre implication dans le domaine régional avec la mutualisation de moyens de gestion des espaces protégés de l'OEC et sa responsabilité pour créer de nouvelles AMP en Corse est particulièrement orientée dans cette voie. La mutualisation des suivis scientifiques dans le milieu marin et particulièrement sur la pêche à l'échelle de la Corse permet de montrer que le gestionnaire de l'ASPIM a développé une capacité à étendre ses actions et faire du transfert de génie écologique à l'échelle de l'île de Corse. Notre implication dans la programmation européenne est également importante et permet la poursuite de échanges avec les régions méditerranéennes. L'implication des agents du service dans les réseaux internationaux est renforcée sur les îles avec SMILO. La coopération avec les réseaux internationaux est également importante avec l'implication du responsable du service au sein du Conseil Scientifique de MEDPAN. Il convient de permettre aux jeunes générations de continuer à s'impliquer dans les réseaux nationaux et internationaux.</i></p>	
<p>Échelle d'évaluation :</p> <p>0 = « Non » pour toutes</p> <p>1 = « Oui » pour seulement certaines d'entre elles</p> <p>2 = « Oui » pour la plupart d'entre elles</p> <p>3 = « Oui » pour toutes.</p>	<p>3</p>

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

SECTION I : CRITERES OBLIGATOIRES POUR L'INSCRIPTION D'UNE AIRE SUR LA LISTE DES ASPIM

1. VALEUR MÉDITERRANÉENNE DE L'ASPIM

Note totale : 6

(ASPIM côtière nationale - max : 7 ; ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) - max : 7)

2. DISPOSITIONS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Note totale : 6

(ASPIM côtière nationale - max : 6 ; ASPIM multilatérales (transfrontalière et de haute mer) - max : 7)

3. LA GESTION ET DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES

Note totale : 24

(ASPIM côtière nationale - max : 24 ; ASPIM multilatérales (transfrontalière et de haute mer) - max : 27)

SECTION II : CARACTÉRISTIQUES FOURNISSANT UNE VALEUR AJOUTEE A L'AIRE

4. MENACES ET CONTEXTE ENVIRONNANT

Note totale : 36

(ASPIM côtière nationale - Max : 42 ; ASPIM multilatérales (transfrontalière et de haute mer) – max : 42)

5. APPLICATION DES MESURES DE PROTECTION

Note totale : 6

(ASPIM côtière nationale - max : 6 ; ASPIM multilatérales (transfrontalière et de haute mer) - max : 7)

6. COOPERATION ET RESEAUTAGE

Note totale : 6

(ASPIM côtière nationale - max : 6 ; ASPIM multilatérales (transfrontalière et de haute mer) - max : 6)

SECTION III : SUIVI DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE(S) EVALUATION(S) PRECEDENTE(S)

7. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LES EVALUATIONS PRECEDENTES (N'est pas applicable aux ASPIM soumises à leur première révision périodique ordinaire)

Note totale : 6

(ASPIM côtière nationale - max : 6 ; ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) - max : 6)

NOTE TOTALE GENERALE : 90

(ASPIM côtière nationale - max: 99²; ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) - max: 104³)

Évaluation de la note :

La CTC proposera d'inclure l'ASPIM dans une période de nature provisoire (conformément au paragraphe 6 de la Procédure pour la révision des aires inscrites sur la Liste des ASPIM) si l'ASPIM a :

- une note < 1 pour l'un des éléments suivants 1.1, 2.1, 2.2, 2.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 ou 3.6;
ou
- une note < 2 pour l'un des éléments suivants : 1.2, 1.3, 7.1 or 7.2.

En outre, étant donné que les sites inscrits sur la Liste des ASPIM sont destinés à avoir une valeur d'exemple et de modèle pour la protection du patrimoine naturel de la région (Paragraphe A.e de l'Annexe 1 du Protocole ASP/DB), la CTC doit également proposer d'inclure l'ASPIM dans une période de nature provisoire si la note totale de l'évaluation est inférieure à 69⁴ pour une ASPIM côtière nationale ou inférieure à 72⁵ pour une ASPIM multilatérales (transfrontalières et de haute mer) (=70% de la note totale maximale qui sont respectivement de 99 et 104).

CONCLUSION (SUR LA BASE DE L'ÉVALUATION DU SCORE) PAR LA CTC POUR L'ÉVALUATION ACTUELLE :

L'ASPIM montre une gestion exemplaire et adaptative à tous les niveaux ; ce qui lui permet d'atteindre un score élevé. Elle est bien munie de ressources pour la mise en œuvre d'un plan de gestion qui cible bien les défis écologiques et sociaux et son équipe passionnée, ne se limite pas au travail au sein de l'AMP, mais aussi elle fait une bonne coordination avec les AMP voisines, en devenant un excellent exemple de coopération transfrontalière effective. Ce qui renforce sa valeur pour la Méditerranée comme SPAMI.

RECOMMANDATIONS PAR LA CTC POUR L'ÉVALUATION FUTURE :

Recommandation 1 : Implication dans une action de jumelage avec une autre ASPIM et participation à la diffusion des bonnes pratiques voire des outils développés en direction des autres ASPIM dans la limite des moyens disponibles et en lien notamment avec le CAR/ASP et MedPAN.

Recommandation 2 : Développer une méthodologie de suivi visant à l'évaluation sur l'ensemble géographique de certains paramètres de l'efficacité de la gestion et de la connectivité, méthodologie commune aux différentes ASPIM française et italiennes impliquées (Bouches de Bonifacio, ...) en mobilisant si possible un financement et programme européen.

2 93 si l'ASPIM est soumise à sa première révision périodique ordinaire.

3 98 si l'ASPIM est soumise à sa première révision périodique ordinaire.

4 65 si l'ASPIM est soumise à sa première révision périodique ordinaire.

5 68 si l'ASPIM est soumise à sa première révision périodique ordinaire.

SIGNATURES

Point Focal National

Experts Indépendants



Mme. Purificació CANALS



Mr. Sami BEN HAJ

Gestionnaire(s) de l'ASPIM

Expert National



M. Jean Michel CULIOLI



M. Gérard PERGENT